

Paris, le 28 avril 1994

Le Conseiller à la Présidence

NOTE

(4)

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

S/C de Monsieur le Secrétaire Général

Kigali
hr

Objet : Rwanda

1) Selon tous les témoignages recueillis, les massacres s'y déroulent avec une ampleur horrifiante : de l'ordre de 100 000 morts // selon les responsables du CICR, seule présence étrangère demeurée sur place en dehors des 270 militaires (Ghanéens et Bengalais) de la MINUAR.

2) Après avoir progressé dans le Nord-Est, le FPR reste aux portes de Kigali, où l'armée rwandaise continue de résister. Les milices hutues, armées de grenades et de machettes massacrent les Tutsis qui n'ont pas pu trouver refuge dans la zone FPR, ou bénéficier de la protection de la MINUAR (stade Fayçal, Hotel des Milles Collines).

3) Les Nations Unies sont silencieuses, humiliées et dépassées. Les tentatives de règlement régional (Museveni d'un côté, Mobutu de l'autre) n'ont rien donné, car contradictoires, Mobutu étant sur une ligne pro-hutue et anti-belge, Museveni cherchant à tirer les marrons du feu pour le compte du FPR.

4) Après deux semaines de silence, l'opinion publique internationale et nationale commence à se réveiller. Mais de façon générale elle le fait en appuyant les thèses des "libérateurs du FPR" et en fustigeant les "extrémistes" du gouvernement rwandais. Les Nations Unies sont mises en cause pour leur impuissance et la France continue d'être accusée d'avoir soutenu le "dictateur Habyarimana". //

Il n'y a plus d'images télévisées, de nombreuses chaînes s'efforcent d'envoyer des équipes, et d'ici quelques jours de nouvelles images d'horreur inciteront à une plus grande mobilisation de l'opinion en faveur du Rwanda.

5) Que peut faire la France ?

On ne peut pas traiter le problème du Rwanda en dehors de son contexte général (Ouganda, Burundi, Zaïre).

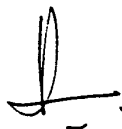
a) faire pression sur Museveni (il doit recevoir prochainement un protocole financier de 40 MF) pour qu'il "raisonne" les gens du FPR.

b) introduire Mobutu (malgré les réticences du Quai, des Belges et des Américains) dans le jeu régional. Pas question de laisser les initiatives de règlement entre les mains des seuls anglophones (Ouganda et Tanzanie) sans y associer le principal voisin francophone, à savoir le Zaïre.

c) aider à stabiliser le Burundi. La situation y est extrêmement fragile (l'armée tutsie n'y accepte un Président Hutu qu'à condition qu'il n'ait aucun pouvoir).

d) aide aux réfugiés rwandais qui affluent au Burundi. A notre initiative, Matignon a tenu une réunion interministérielle ce lundi où la décision a été prise de livrer, à raison de deux rotations par semaine, des moyens humanitaires à Bujumbura.

e) encourager le gouvernement burundais à reprendre le contrôle des milices et des forces paramilitaires qui commettent des exactions, à accepter un cessez-le-feu et des négociations (sans grand espoir de réussite à court terme). De facto, le FPR a élargi sa zone, et à défaut de prendre militairement et politiquement le pouvoir à Kigali, il consolidera l'émergence d'un "tutsiland" au Nord Rwanda, que l'armée rwandaise n'a pas les moyens à court terme de reconquérir militairement.



Bruno DELAYE